

SOMMET FRANCOPHONE: MULRONEY «SOULIGNE» LE RÔLE DU QUÉBEC

(PC) - Le Québec jouera un rôle privilégié à l'intérieur du Canada francophone, même si le premier ministre Mulroney ne lui reconnaîtra pas de statut différent de celui accordé au Nouveau-Brunswick lors du prochain Sommet de la francophonie à Paris.

Au cours d'un discours prononcé devant un auditoire de 300 personnes du Conseil des relations internationales de Montréal, le chef du gouvernement a parlé de l'importance du dialogue avec les provinces pour l'épanouissement du Canada francophone. «On ne peut, a-t-il dit, parler du Canada francophone sans reconnaître au Québec une place et un rôle privilégiés.

«C'est là, a-t-il poursuivi, qu'avant toutes les autres, en Amérique du Nord, la collectivité francophone a pris racine, a lutté pour sa survie... avec l'appui d'un gouvernement provincial doté de compéten-

ces propres à se déployer dans toutes les sphères d'activités intérieures.»

Pour le premier ministre canadien, les turbulences qui ont marqué les rapports entre Québec et Ottawa depuis 20 ans devaient introduire un élément de tension, aussi bien dans les relations franco-canadiennes que dans la participation commune des gouvernements d'Ottawa et de Québec aux activités de la Francophonie.

«Mais, a ajouté M. Mulroney, il fallait débrider la crispation des relations Ottawa-Paris-Québec. C'est pourquoi, dès novembre 1984, lors de la visite officielle du Premier ministre Lau-

rent Fabius, j'ai reconnu, au nom du gouvernement fédéral, la légitimité des relations directes entre Québec et Paris, dès lors qu'elles respectent la cadre constitutionnel canadien.»

Pour ce qui est de la francophonie, a poursuivi le premier ministre canadien, le gouvernement conservateur a déployé, selon lui, toutes ses ressources pour imaginer un compromis généreux qui puisse permettre au premier ministre du Québec d'assister à un sommet francophone. Dans le même esprit d'ouverture, a-t-il ajouté, nous avons conclu une entente de même nature avec le gouvernement du Nouveau-Brunswick.

Ce qui importait durant les négociations avec le Québec, a précisé le premier ministre canadien, c'était de garantir l'unité canadienne et le respect de la

constitution. «Car le gouvernement du Canada, a-t-il indiqué, doit assumer ses responsabilités internationales et jouer son rôle dans la protection des minorités et la promotion de leurs droits linguistiques.»

Le Sommet de la francophonie, qui s'ouvrira à Paris le 17 février, doit produire des résultats et le gouvernement canadien insistera auprès des 40 pays qui y participeront pour

qu'il soit placé sous le signe de l'efficacité et du concret. «Il faut surtout éviter, a quand même tenu à préciser le premier ministre, de susciter des attentes que nous décevrons par la suite. Il se pourrait que les résultats soient modestes, mais l'essentiel est qu'il y en ait et que soient établis les fondements d'une francophonie soucieuse de répondre aux besoins les plus pressants des populations francophones.»